

CODEX ALIMENTARIUS COMMISSION



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



World Health
Organization

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italy - Tel: (+39) 06 57051 - E-mail: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Agenda items 2, 3, 4.1, 4.2, 5 and 8

GP34/CRD14

Original Language Only

JOINT FAO/WHO FOOD STANDARDS PROGRAMME

CODEX COMMITTEE ON GENERAL PRINCIPLES

Thirty-fourth Session

Lille, France

2–6 June 2025

COMMENTS OF SENEGAL

La **34^e session du Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP34)** se déroulera à Lille, France, du 2 au 6 juin 2025. Ce comité, organe subsidiaire de la Commission du Codex Alimentarius, est chargé de traiter des questions procédurales et générales liées aux travaux du Codex Alimentarius, notamment la révision du Manuel de procédure du Codex. Lors de cette session, plusieurs points seront abordés, dont la révision des incohérences linguistiques et du contenu obsolète du Manuel, la mise à jour des procédures relatives à l'élaboration et à la révision des normes du Codex, ainsi que l'examen de la participation des organisations non gouvernementales internationales aux travaux du Codex.

Point 2 : Questions émanant de la commission du Codex Alimentarius

Contexte :

Le Manuel de procédure de la Commission du Codex Alimentarius est un document essentiel qui régit les processus d'élaboration des normes et textes associés. Il est régulièrement mis à jour pour refléter les évolutions scientifiques, techniques et organisationnelles. La dernière révision majeure, la 30^{ème} édition, a été publiée en mars 2025, introduisant des modifications visant à améliorer la clarté, la cohérence et la pertinence des procédures.

Cependant, malgré ces mises à jour, certains contenus peuvent demeurer obsolètes ou incohérents, notamment en ce qui concerne les versions linguistiques. Cela peut entraver une compréhension uniforme et une application efficace des procédures par tous les membres du Codex.

Position :

Le Sénégal soutient activement l'examen des incohérences et des contenus obsolètes dans le Manuel de procédure. Ainsi, le Sénégal soutient la mise en place d'un comité ad hoc ou l'envoi de lettres circulaires pour finaliser la correction des incohérences et la suppression des contenus obsolètes de la version française du Manuel. Ceci permettra de disposer d'une version française précise, à jour et alignée avec les autres langues officielles, facilitant ainsi la participation effective de tous les pays membres aux travaux du Codex.

Point 3: Information sur les activités de la FAO et de l'OMS intéressant le comité du Codex sur les principes généraux

Contexte :

Le Fond fiduciaire du Codex 2 (FFC2), programme conjoint de la FAO et de l'OMS, vise à renforcer les capacités nationales des pays en développement et des pays à économie en transition pour leur permettre de participer activement aux travaux du Codex Alimentarius.

Par ailleurs, la série de cours en ligne sur le Codex, initialement disponible en anglais, a été élargie pour inclure le français et l'espagnol. Ces cours visent à améliorer la compréhension du Codex Alimentarius et à développer durablement les capacités des pays à participer aux travaux du Codex.

Position :**Fonds Fiduciaire**

Le Sénégal remercie le Programme mixte FAO/OMS pour avoir bénéficié du Fonds Fiduciaire du Codex. Ce fonds a permis de réaliser plusieurs activités, d'améliorer le niveau de la Sécurité Sanitaire des Aliments au Sénégal, mais aussi la participation aux travaux du Codex.

Cours en ligne sur le Codex :

Le Sénégal félicite le programme mixte FAO/OMS d'avoir rendu accessible les cours en ligne du Codex en langue française, ce qui va permettre une meilleure appropriation des formations. Le Sénégal encourage les pays membres à s'approprier des cours en ligne et d'effectuer plus d'activités de sensibilisation aux parties prenantes.

Promotion et besoin de financement

Le Sénégal sollicite un appui pour améliorer son score à l'outil d'auto-évaluation (e-SPAR) qui était de deux (02) en vue de renforcer ces capacités pour l'application du RSI.

Le Sénégal félicite l'OMS et la FAO pour le thème de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments (JISSA) de cette année car il met en exergue le rôle de la science et des experts dans l'amélioration de la SSA.

Ainsi, nous sollicitons un accompagnement des partenaires techniques pour soutenir la mise en place d'un comité d'experts national, soutenu par la FAO, pour coordonner les actions liées à la sécurité sanitaire des aliments.

Point sur la Stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments

Le Sénégal exprime sa reconnaissance pour l'élaboration et l'adoption de la Stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments 2022-2030, qui offre aux pays membres un cadre stratégique pour orienter leurs politiques nationales en matière de sécurité alimentaire. Dans ce contexte, le Sénégal plaide pour un accompagnement renforcé afin de faciliter la mise en œuvre de cette stratégie mondiale.

Point 4 : Manuel de procédure du Codex examen des incohérences linguistiques et du contenu obsolète**4.1 Manuel de procédure du codex : examen des procédures de la section 3****Contexte :**

Depuis janvier 2024, les États-Unis et la France, en tant que présidents et coprésidents du Groupe de Travail Physique (PWG), ont coordonné un vaste processus de révision de la section 3 du Manuel de Procédure du Codex Alimentarius. Ce processus vise à moderniser les pratiques de travail en intégrant :

- La suppression des contenus obsolètes ;
- La mise à jour de la terminologie ;
- L'harmonisation avec les modalités de fonctionnement virtuelles, désormais largement utilisées par les organes subsidiaires du Codex.

Ces révisions ont été motivées par la nécessité d'adapter les lignes directrices du PWG et de l'Electronic Working Group (EWG) aux pratiques actuelles, notamment l'organisation fréquente de réunions virtuelles et la gestion électronique des contributions, qui ne sont pas encore pleinement reflétées dans les versions antérieures du manuel.

Position :

Le Sénégal exprime sa reconnaissance aux efforts du Secrétariat du Codex et du Groupe de Travail Physique (PWG) présidé par les États-Unis d'Amérique et coprésidé par la France, engagés depuis janvier 2024 pour :

- Mettre à jour le Manuel de Procédure (MP) du Codex, en supprimant les contenus obsolètes et la terminologie résiduelle,
- Éliminer l'utilisation de supports papier afin d'assurer la cohérence avec les autres chapitres du MP.

Concernant les points suivants :

- Discuter et résoudre les problèmes spécifiques présentés aux paragraphes 11 à 14 :

Le Sénégal soutient la décision des coprésidents de réexaminer cette question, conformément aux dispositions du Manuel de Procédure du Codex, qui stipule que les observateurs n'ont pas le droit de voter ni de présenter des motions, qu'elles soient de fond ou de procédure. Cette question nécessite une clarification par le Secrétaire du Codex.

- Considérer la nécessité d'engager de nouvelles révisions des lignes directrices du PWG et du EWG, en tenant compte tenu des suggestions et des informations présentées au paragraphe 10. Le CCGP34 pourrait notamment discuter des trois options suivantes :

Le Sénégal propose l'option suivante :

Option 2 : révisions approfondies des lignes directrices du PWG et de l'EWG pour les aligner sur les lignes directrices actuelles pratiques de travail, notamment les modalités virtuelles.

Justification :

Il serait plus pertinent de réviser séparément ces lignes directrices et de les adapter au contexte actuel, en intégrant les modalités de travail virtuel.

4.2 Manuel de procédure du Codex : examen des incohérences linguistiques et du contenu obsolète dans les sections autres que la section 3

Contexte :

Dans le cadre du processus continu d'amélioration du Manuel de Procédure du Codex, plusieurs incohérences linguistiques, erreurs de traduction et contenus obsolètes ont été identifiés par les membres, ce qui a conduit à une série de révisions coordonnées par le Secrétariat du Codex, notamment pour les éditions 30 et 31.

En réponse à la lettre circulaire CL 2024/27-GP, publiée en mars 2024, les membres du Codex, ont été invités à commenter les incohérences linguistiques et les éventuelles suppressions ou remplacements de contenu dans le Manuel de Procédure (hors section 3). Ces commentaires ont été centralisés et analysés dans le document CX/GP 25/34/5, soumis pour examen au CCGP34

Position :

Le Sénégal félicite le Secrétariat du Codex pour le travail accompli et encourage la poursuite de ces efforts afin de rendre le Manuel de Procédure (MP) plus accessible et compréhensible pour tous les acteurs concernés.

Le Sénégal souligne l'importance de la clarté linguistique à cet effet et rappelle la nécessité de mettre en place un comité ad hoc pour les pays francophones chargé d'étudier les problèmes linguistiques et éditoriaux, afin d'assurer une cohérence et une uniformité dans les textes produits selon les différentes langues.

Point 5 : Manuel de procédure du Codex mise à jour du guide concernant la procédure d'amendement et de révision des normes Codex et textes apparentés

Contexte :

Dans le cadre des discussions entamées au CCGP33, il est apparu essentiel de clarifier la terminologie employée dans les procédures de mise à jour des normes Codex. En effet, des imprécisions persistantes entre les notions de correction, amendement, révision et de nouvelle édition ont été identifiées, entraînant des confusions tant pour les membres que pour les utilisateurs des textes du Codex. Afin d'assurer une meilleure cohérence éditoriale et opérationnelle, le Secrétariat du Codex a proposé, dans le document CX/GP 25/34/6, une série de définitions normalisées pour ces différentes formes de modifications. Ces définitions sont alignées sur les pratiques de publication de la FAO et de l'OMS, tout en tenant compte des commentaires reçus via la lettre circulaire CL 2024/25-GP

Position :

Le Sénégal félicite le Secrétariat du Codex pour le travail accompli et soutient la proposition d'utiliser le terme « révision » plutôt que « nouvelle édition » pour désigner les mises à jour du Manuel de procédure comme discuté lors de la CCGP33, pour réduire les risques de confusion liés à l'utilisation de différentes versions.

Point 8 : Examen de l'application des critères et des lignes directrices en matière de procédure à l'usage des comités du Codex et des groupes intergouvernementaux spéciaux travaillant par correspondance**Contexte :**

La 44^{ème} session de la Commission du Codex Alimentarius (CAC44) en 2021 a adopté les critères et lignes directrices procédurales pour les comités travaillant par correspondance (CWBC), intégrés dans la section 3.1 du Manuel de procédure du Codex. Depuis lors, deux comités ont expérimenté ce mode de travail :

- Le Comité du Codex sur les Poissons et les Produits de la Pêche (CCFFP), qui a tenu la CCFFP35 en 2021 avant l'adoption des nouvelles directives, et la CCFFP36 en 2024.
- Le Comité du Codex sur les Céréales, les Légumes et les Légumineuses (CCCPL) a également expérimenté ce mode de travail.

Ces sessions ont utilisé le forum électronique du Codex pour discuter des points à l'ordre du jour, à l'exception de l'adoption du rapport, qui a eu lieu lors d'une réunion virtuelle avec présence physique simultanée. Le Secrétariat du Codex a reconnu que les procédures de travail par correspondance contenues dans le Manuel de procédure du Codex ne tenaient pas spécifiquement compte de la gamme d'outils virtuels disponibles et a proposé que la CAC47 autorise une certaine flexibilité dans l'utilisation de ces outils, permettant ainsi une collaboration plus dynamique et plus efficace, en phase avec les capacités technologiques actuelles.

Position :

Le Sénégal prend bonne note des clarifications apportées concernant les modifications relatives aux comités travaillant par correspondance. Aussi, le Sénégal propose des activités de renforcement de capacités pour une meilleure appropriation et compréhension des comités travaillant par correspondance.